RCS : REIMS
Code greffe : 5103

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de REIMS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2009 B 00005
Numéro SIREN : 509 744 843
Nom ou dénomination : FLORENTIS

Ce dépôt a été enregistré le 07/01/2021 sous le numéro de dépôt 126

FLORENTIS
Société à responsabilité limitée au capital de 1.000 €
Siège social : 9 rue André Pingat - 51100 REIMS
509 744 843 RCS REIMS

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 19 OCTOBRE 2020

L'an deux mil vingt,
Le 19 octobre,
A 9 heures.

Les associés de la société « FLORENTIS » se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, au siège social, sur convocation verbale faite par la gérance.

Il est établi une feuille de présence signée par les associés présents et les mandataires des associés représentés en entrant en séance.

L'assemblée est présidée par Madame Florence CHOMBINHO, gérant.

Le président constate que les associés présents ou représentés possèdent l'intégralité des parts composant le capital social. En conséquence, l'assemblée peut valablement délibérer et prendre ses décisions à la majorité requise.

Le président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'assemblée :

-la feuille de présence,
-le rapport de la gérance,
-le texte des résolutions soumises au vote de l'assemblée,
-les statuts sociaux.

Le président rappelle que les associés ont pu exercer leur droit de communication des documents requis.

L'assemblée, sur sa demande, lui donne acte de sa déclaration et reconnaît la validité de la convocation verbale.

Le président rappelle que l'assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

-Ratification des convocations verbales,
-Agrément d'un nouvel associé,
-Mise à jour de l'article des statuts sociaux relatif au capital social et à la répartition des parts sociales suite à la cession de part sociale en date de ce jour,
-Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Le président donne lecture à l'assemblée du rapport de la gérance.

Puis, le président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale, réunissant la totalité des parts sociales, reconnaît et déclare que c'est en plein accord avec chacun des associés que les règles de convocation n'ont pas été observées.

En conséquence, l'assemblée générale en donne expressément décharge à la gérance, approuve et ratifie les convocations verbales.

L'assemblée générale prend acte enfin de la déclaration faite par les associés que ceux-ci ont pu exercer leur droit de communication sur les documents soumis à la présente assemblée.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance de l'ensemble des éléments en présence, confirme l'autorisation de réaliser l'opération de cession par la société « Société Financière FESTINA LENTE », associée, de la nue-propriété d'une part sociale lui appartenant dans le capital de la société « FLORENTIS », au profit de Madame Florence CHOMBINHO, née à REIMS (Marne), le 20 août 1972, demeurant à REIMS (51100), 27 rue des Elus.

En conséquence, l'assemblée générale confirme, purement et simplement, l'agrément de Madame Florence CHOMBINHO, sus désignée, en qualité de nouvel associé, conformément à la loi et à l'article 13 des statuts sociaux.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance et en suite de l'acte en date de ce jour contenant cession d'une part sociale en nue-propriété par la société « Société Financière FESTINA LENTE » au profit de Madame Florence CHOMBINHO, ci-avant nommée, décide de modifier l'article 7 des statuts sociaux intitulé « CAPITAL SOCIAL - REPARTITION DES PARTS SOCIALES », ainsi qu'il suit :

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL - REPARTITION DES PARTS SOCIALES

« Le capital social est fixé à la somme de MILLE €UROS (1.000 €).

Il est divisé en CENT (100) parts sociales de DIX €UROS (10 €) de valeur nominale chacune, numérotées de 1 à 100, intégralement libérées et réparties ainsi qu'il suit :

-Société « Société Financière FESTINA LENTE »
TRENTE TROIS parts sociales
en PLEINE PROPRIETE
numérotées de 1 à 8 et 26 à 50, ci 33 parts

-Société « Société Financière IDEALIA »
TRENTE TROIS parts sociales
en PLEINE PROPRIETE
numérotées de 10 à 17 et 51 à 75, ci 33 parts

-Société « Société Financière SOLUTIS »
TRENTE TROIS parts sociales
en PLEINE PROPRIETE
numérotées de 18 à 25 et 76 à 100, ci 33 parts

-Madame Florence CHOMBINHO
UNE part sociale
en NUE-PROPRIETE
numérotée 9, ci 1 part
sous l'usufruit de la société « Société Financière FESTINA LENTE »

Total égal au nombre de parts composant le capital social : CENT (100). »

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée générale délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités légales.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

CLÔTURE

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le président de séance et les associés présents ou représentés.

Copie certifiée conforme
Le gérant

CESSION DE PART SOCIALE

ENTRE LES SOUSSIGNES :

1/ La société « Société Financière FESTINA LENTE »

Société à responsabilité limitée au capital de 283.000 €, ayant son siège social à REIMS (51100), 27 rue des Elus, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de REIMS sous le numéro 851 985 143.

Représentée par Madame Florence CHOMBINHO, en sa qualité de gérant, ayant tous pouvoirs à l'effet de présentes ainsi qu'elle le déclare.

Ci-après dénommée « Le Cédant » d'une part,

ET

2/ Madame Florence CHOMBINHO

Née à REIMS (Marne), le 20 août 1972.
De nationalité française.
Domiciliée et demeurant à REIMS (51100), 27 rue des Elus.
Célibataire.
Non soumise à un pacte civil de solidarité.
Résidente au sens de la réglementation fiscale.

Ci-après dénommée « Le Cessionnaire » d'autre part,

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

EXPOSE

La société émettrice de la part sociale cédée présente les principales caractéristiques suivantes :

1°/ Constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à REIMS (Marne) du 18 décembre 2008, enregistré au Service des Impôts de REIMS NORD le 7 janvier 2009, bordereau n° 2009/11, case n° 11, il a été constitué une société à responsabilité limitée dénommée « FLORENTIS », dont le siège social est à ce jour à REIMS (51100), 9 rue André Pingat, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de REIMS sous le numéro 509 744 843, ci-après désignée « la société ».

2°/ Objet social

La société a pour objet :

→ la création, l'acquisition et l'exploitation d'agences immobilières, à titre principal, ainsi que toutes activités immobilières, locations, gestion locative, administration de biens immobiliers, promotion immobilière, opérations de marchand de biens ainsi que toute prestation de service et de conseil,

→ la participation par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou de droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités,

→ et plus généralement, toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à l'objet social ou à tous objets connexes et susceptibles d'en faciliter le développement ou la réalisation.

3°/ Durée

La durée de la société est de 99 années à compter du 9 janvier 2009, date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

4°/ Capital social

Le capital social est fixé à la somme de MILLE €UROS (1.000 €).

Il est divisé en CENT (100) parts sociales de DIX €UROS (10 €) de valeur nominale chacune, numérotées de 1 à 100, intégralement libérées et réparties ainsi qu'il suit :

-Société « Société Financière FESTINA LENTE »
TRENTE QUATRE parts sociales
en PLEINE PROPRIETE
numérotées de 1 à 9 et 26 à 50, ci 34 parts

-Société « Société Financière IDEALIA »
TRENTE TROIS parts sociales
en PLEINE PROPRIETE
numérotées de 10 à 17 et 51 à 75, ci 33 parts

-Société « Société Financière SOLUTIS »
TRENTE TROIS parts sociales
en PLEINE PROPRIETE
numérotées de 18 à 25 et 76 à 100, ci 33 parts

5°/ Agrément

Aux termes des 1er et 2ème alinéas du paragraphe II de l'article 13 des statuts sociaux intitulé « CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES », il est stipulé ce qui suit :

« Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Toute autre cession à un cessionnaire n'ayant déjà la qualité d'associé et quel que soit son degré de parenté avec le cédant ne peut être réalisée à titre onéreux ou à titre gratuit, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales. »

6°/ Administration de la société

La société est actuellement gérée par Madame Florence CHOMBINHO.

7°/ Relations contractuelles

A la connaissance du Cédant, la société n'a conclu aucun contrat ou accord dont les termes prévoiraient, en cas de changement dans la propriété des parts sociales composant son capital social ou dans la direction, soit une faculté de résiliation, soit une modification des conditions d'application. Elle n'a pas conclu non plus de contrat stipulant une pénalité contractuelle en cas de résiliation.

8°/ Informations complémentaires

L'exercice social commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

Régime fiscal : la société est soumise à l'impôt sur les sociétés.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

CESSION

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CESSION

Par les présentes, le Cédant cède et transporte, sous les garanties ordinaires et de droit en pareille matière, au Cessionnaire, qui accepte, la nue-propriété d'UNE (1) part sociale de DIX €UROS (10 €) de valeur nominale, numérotée 9, lui appartenant dans le capital de la société.

Les droits d'usufruit attachés à ladite part sociale demeurent réservés au Cédant.

ARTICLE 2 - ORIGINE DE PROPRIETE

Le Cédant déclare être propriétaire de la part sociale cédée en nue-propriété en vertu des présentes pour l'avoir reçue en pleine propriété aux termes d'une opération d'augmentation de son capital social en date du 21 décembre 2019.

ARTICLE 3 - AGREMENT

En vertu des dispositions statutaires visées dans l'exposé qui précède, la présente cession de part sociale requiert, pour sa réalisation définitive, le consentement des associés.

Aux termes d'une délibération en date de ce jour, l'assemblée générale donne expressément son consentement à la présente cession et agrée purement et simplement le Cessionnaire en qualité de nouvel associé.

ARTICLE 4 - LIBERTE DE DISPOSITION

Sous réserve des dispositions de la loi et des statuts sociaux concernant l'agrément, le Cédant déclare que la part sociale cédée aux présentes ne fait l'objet d'aucun engagement ou procédure venant interdire, affecter ou restreindre sa libre disposition ; elle est, en particulier, libre de tout nantissement, gage ou autre sûreté, droit ou réclamation de tiers.

ARTICLE 5 - PRIX

La présente cession en nue-propriété est consentie et acceptée moyennant le prix ferme et définitif de CINQ CENTS €UROS (500 €).

Le paiement du prix aura lieu de manière indiquée ci-après.

ARTICLE 6 - PAIEMENT DU PRIX

La somme de CINQ CENTS €UROS (500 €) est payée comptant ce jour par le Cessionnaire au Cédant.

Ce que le Cédant reconnaît et en consent bonne et valable quittance à Madame Florence CHOMBINHO, Cessionnaire.

Dont quittance

ARTICLE 7 - PROPRIETE ET JOUISSANCE

Le Cessionnaire est propriétaire de la part sociale cédée à compter de ce jour.

A partir de cette date, il sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés la nue-propriété de ladite part, étant entendu toutefois que la cession ne sera opposable à la société émettrice et aux tiers qu'après accomplissement des formalités de publicité nécessaires.

ARTICLE 8 - ENGAGEMENTS DE GARANTIES

Le Cessionnaire, après avoir pris pleine connaissance des éléments sociaux et, ainsi, de l'ensemble des éléments en présence, déclare, pour la part sociale acquise en vertu des présentes, renoncer à demander au Cédant une garantie conventionnelle.

A ce titre, le Cessionnaire reconnaît qu'il ne peut se prévaloir de garanties spécifiques et de droit à indemnisation au titre de la présente cession, notamment, mais sans exhaustivité, en termes de valeurs d'actifs ou de montants de passifs, ou encore de passif fiscal ou social qui se révèlerait postérieurement à la date de cession.

Conformément aux principes applicables en droit commun de la vente, le Cédant reste néanmoins tenu de son obligation de délivrance, visée aux articles 1603 et suivants du Code civil, de la garantie d'éviction et de la garantie des vices cachés visées aux articles 1625 et suivants du Code civil.

ARTICLE 9 - COMPTES-COURANTS

La présente cession ne donne lieu à aucune cession de créance en compte-courant. Egalement, ladite cession n'entraîne aucun remboursement de compte-courant par la société.

ARTICLE 10 - DECLARATIONS

Les soussignés de première et seconde part déclarent, chacun en ce qui le concerne, qu'ils ont la pleine capacité civile pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites et, plus spécialement, qu'ils ne font pas présentement l'objet d'une procédure de règlement amiable, ni ne sont susceptibles de l'être en raison de leurs professions et fonctions, ni ne sont en état de cessation des paiements ou de redressement ou de liquidation judiciaires.

La soussignée de première part déclare :

-qu'il n'existe de son chef, ou de celui du(des) précédent(s) propriétaire(s) de la part sociale cédée, aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition de celle-ci, notamment par suite de promesses ou offres consenties à des tiers ou de saisies,

-et que la société dont la part sociale est présentement cédée n'est pas en cessation de paiements, ni n'a fait l'objet d'une procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté ou de redressement et liquidation judiciaires.

ARTICLE 11 - FISCALITE

11.1 - Enregistrement

La société n'étant pas à prépondérance immobilière, les droits de cession de droits sociaux sont dus, en application des dispositions de l'article 726, I du Code général des impôts, au taux de 3 %, après application d'un abattement égal, pour chaque part, au rapport entre 23.000 € et le nombre total de parts de la société, exigibles lors de l'enregistrement de la présente cession devant intervenir dans le mois des présentes.

Le droit fixe minimum de perception d'un montant de VINGT CINQ €UROS (25 €) sera exigible.

11.2 - Plus-value

Le Cédant déclare avoir pleine connaissance des règles lui étant applicables en matière de plus-value, en suite de la présente cession ainsi consentie.

ARTICLE 12 - REMISE DE PIECES

Le Cessionnaire reconnaît avoir reçu :

-un exemplaire des statuts de la société, dont il avait déjà connaissance, à jour à la date du 23 décembre 2019, et certifié conforme par la gérance,

-un extrait des inscriptions au Registre du Commerce et des Sociétés concernant la société dont la part sociale cédée est présentement cédée.

ARTICLE 13 - CONCLUSION DE LA CONVENTION

13.1 - Les parties déclarent que les dispositions de cette convention ont été, en respect des dispositions impératives de l'article 1104 du Code civil, négociées de bonne foi. Elles affirment que la présente convention reflète l'équilibre voulu par chacune d'elles.

13.2 – Madame Florence CHOMBINHO, agissant en qualité de gérant de la société « Société Financière FESTINA LENTE », Cédant, atteste que les engagements contractés aux termes des présentes selon les règles applicables à ladite société, pour le compte et au nom de ladite société, représentée, sont conformes aux dispositions de l'article 1145 alinéa 2 du Code civil.

ARTICLE 14 - AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties soussignées affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix convenu.

ARTICLE 15 - DECHARGE

Les parties soussignées reconnaissent et déclarent :

-avoir arrêté et convenu exclusivement entre elles le prix, ainsi que les charges et conditions de la présente cession,

-donner décharge pure et simple entière et définitive au rédacteur de l'acte, reconnaissant que l'acte a été établi et dressé sur leurs déclarations, sans que ce dernier soit intervenu entre elles ni dans la négociation, ni dans la détermination des conditions du présent acte.

ARTICLE 16 - FRAIS

Les frais, droits et honoraires du présent acte et ceux qui en seront la suite ou la conséquence seront à la charge, savoir :

-du Cessionnaire, qui s'y oblige, dans la mesure où ces frais et droits se rattacheront à la cession de part sociale cédée qui lui est consentie,

-et de la société « FLORENTIS », en ce qui concerne les frais et droits afférents à la modification des statuts sociaux.

ARTICLE 17 - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés à tout porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes pour accomplir toutes formalités partout où besoin sera.

ARTICLE 18 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leurs domicile et siège social respectifs, tels qu'indiqués en tête des présentes.

Fait à REIMS,
Le 19 octobre 2020.
En cinq exemplaires originaux.

Pour la société
« Société Financière FESTINA LENTE »
Mme Florence CHOMBINHO

Mme Florence CHOMBINHO

Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE L'ENREGISTREMENT
REIMS
Le 16/11/2020 Dossier 2020 00063634, référence 5104P04 2020 A 03802
Enregistrement : 25 € Penalités : 0 €
Total liquidé : Vingt-cinq Euros
Montant reçu : Vingt-cinq Euros
Le Contrôleur des finances publiques

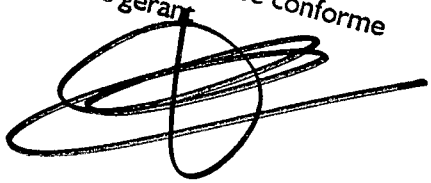
P. C.

Philippe CHEMIN
Contrôleur des Finances publiques

FLORENTIS

Société à responsabilité limitée au capital de 1.000 €
Siège social : 9 rue André Pingat - 51100 REIMS
509 744 843 RCS REIMS

Copie certifiée conforme
Le gérant



STATUTS MODIFIES

EN DATE DU 19 OCTOBRE 2020

TITRE UN
CARACTERISTIQUES DE LA SOCIETE

ARTICLE 1 - FORME

La société a été constituée sous la forme de société à responsabilité limitée aux termes d'un acte sous seing privé en date à REIMS (Marne) du 18 décembre 2008, enregistré au Service des Impôts de REIMS NORD le 7 janvier 2009, bordereau n° 2009/11, case n° 11.

La société continue d'exister, entre les propriétaires des parts ci-après visées et de celles qui pourraient être créées ultérieurement, sous la forme de société à responsabilité limitée régie par les dispositions du livre deuxième du Code de commerce, par toutes autres dispositions légales et réglementaires en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La société a pour objet :

-la création, l'acquisition et l'exploitation d'agences immobilières, à titre principal, ainsi que toutes activités immobilières, locations, gestion locative, administration de biens immobiliers, promotion immobilière, opérations de marchand de biens ainsi que toute prestation de service et de conseil,

-la participation par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou de droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités,

-et plus généralement, toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à l'objet social ou à tous objets connexes et susceptibles d'en faciliter le développement ou la réalisation.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la société est : **FLORENTIS**

Dans tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « société à responsabilité limitée » ou des initiales « SARL » et de l'énonciation du montant du capital social. En outre, il doit être indiqué le siège du greffe du Tribunal de Commerce dans le ressort duquel elle est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés, ainsi que son numéro d'immatriculation.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à : **9 rue André Pingat**
51100 REIMS

Il peut être transféré en tout autre endroit sur le territoire français par simple décision de la gérance, sous réserve de ratification par la prochaine assemblée générale statuant aux conditions de majorité ordinaire.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est de QUATRE VINGT DIX NEUF (99) années à compter du 9 janvier 2009, date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation décidée par l'assemblée générale extraordinaire des associés.

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, la gérance doit provoquer la réunion d'une assemblée générale extraordinaire des associés, à l'effet de décider si la société doit être prorogée. A défaut, et après mise en demeure adressée à la gérance et demeurée sans effet, tout associé pourra demander la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la réunion.

TITRE DEUX
APPORTS - CAPITAL SOCIAL - MODIFICATIONS DU CAPITAL

ARTICLE 6 - APPORTS

Lors de la constitution de la société, il a été apporté une somme en numéraire de MILLE €UROS (1.000 €).

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL - REPARTITION DES PARTS SOCIALES

Le capital social est fixé à la somme de MILLE €UROS (1.000 €).

Il est divisé en CENT (100) parts sociales de DIX €UROS (10 €) de valeur nominale chacune, numérotées de 1 à 100, intégralement libérées et réparties ainsi qu'il suit :

-Société « Société Financière FESTINA LENTE »
TRENTE TROIS parts sociales
en PLEINE PROPRIETE
numérotées de 1 à 8 et 26 à 50, ci 33 parts

-Société « Société Financière IDEALIA »
TRENTE TROIS parts sociales
en PLEINE PROPRIETE
numérotées de 10 à 17 et 51 à 75, ci 33 parts

-Société « Société Financière SOLUTIS »
TRENTE TROIS parts sociales
en PLEINE PROPRIETE
numérotées de 18 à 25 et 76 à 100, ci 33 parts

-Madame Florence CHOMBINHO
UNE part sociale
en NUE-PROPRIETE
numérotée 9, ci 1 part
sous l'usufruit de la société « Société Financière FESTINA LENTE »

Total égal au nombre de parts composant le capital social : CENT (100).

ARTICLE 8 - COMPTES-COURANTS

Outre leurs apports, les associés pourront verser ou laisser à disposition de la société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Les conditions de retrait ou de remboursement de ces sommes, ainsi que leur rémunération, sont déterminées soit par décision collective des associés, soit par accords entre la gérance et l'intéressé. Ces accords sont soumis à la procédure de contrôle des conventions passées entre la société et l'un de ses gérants ou associés.

Les comptes-courants ne doivent jamais être débiteurs et la société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

ARTICLE 9 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL - EMISSION D'OBLIGATIONS

I- Le capital social peut, en vertu d'une décision extraordinaire des associés, être augmenté, en une ou plusieurs fois, en représentation d'apports en nature ou en numéraire, ou par incorporation de tout ou partie des bénéfices ou réserves disponibles, au moyen de la création de parts sociales nouvelles ou de l'élévation de la valeur nominale des parts existantes.

Les parts nouvelles peuvent être créées au pair ou avec prime ; dans ce cas, la collectivité des associés, par la décision extraordinaire portant augmentation du capital, fixe le montant de la prime et détermine son affectation.

II- En cas d'augmentation de capital, les attributaires de parts nouvelles, qui seraient soumis à agrément comme cessionnaire de parts sociales en vertu de l'article 13 ci-après, devront être agréés dans les conditions fixées audit article.

III- Les augmentations de capital sont réalisées nonobstant l'existence de rompus ; les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits de souscription ou d'attribution pour obtenir la délivrance d'un nombre entier de parts sociales nouvelles devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession nécessaire de droits.

IV- Le capital social peut être réduit, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, par décision extraordinaire de l'assemblée générale des associés. En aucun cas, cette réduction ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

V- Si la société répond aux critères fixés par la loi, elle peut, sans faire appel public à l'épargne, émettre des obligations nominatives.

Cette émission est décidée par l'assemblée générale ordinaire des associés.

TITRE TROIS
PARTS SOCIALES - CESSION DE PARTS

ARTICLE 10 - REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables.

La propriété des parts et les droits d'un associé résultent seulement des présents statuts, des actes ultérieurs modificatifs et des cessions et attributions qui seraient régulièrement réalisées.

ARTICLE 11 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS SOCIALES

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société, dans la propriété de l'actif social et dans le boni de liquidation. Elle donne également droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

En cas de démembrement de la propriété des parts sociales, le droit de vote appartient à l'usufruitier quelle que soit la nature de la décision à prendre, à l'exception des décisions suivantes pour lesquelles le droit de vote appartient au nu-propriétaire, savoir : changement de nationalité de la société, modification de la dénomination sociale, modification ou prorogation de la durée de la société.
Cependant, les titulaires de parts sociales dont la propriété est démembrée peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote lors des décisions collectives des associés, autres que l'affectation des résultats, décision pour laquelle le droit de vote demeure en toute hypothèse réservé à l'usufruitier. En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la société par lettre recommandée adressée au siège social, la société étant tenue de respecter cette convention pour toute décision collective adoptée après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de la Poste faisant foi de la date d'expédition.

Quel que soit le titulaire des droits de vote, le nu-propriétaire et l'usufruitier ont le droit de participer aux décisions collectives. Ils doivent être convoqués à toutes les assemblées et disposent du même droit d'information.

Les associés ne sont tenus à l'égard des tiers qu'à concurrence du montant de leur apport. Toutefois, ils sont solidairement responsables, à l'égard des tiers, pendant cinq ans, de la valeur attribuée aux apports en nature lors de la constitution de la société, lorsqu'il n'y a pas eu de commissaire aux apports ou lorsque la valeur retenue est différente de celle proposée par le commissaire aux apports.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

ARTICLE 12 - INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société. Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par voie de justice un mandataire chargé de les représenter.

ARTICLE 13 - CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

I- Toute cession de parts doit être constatée par un acte notarié ou sous seings privés.

Pour être opposable à la société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié. La signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre avoir été déposée au greffe, en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés.

II- Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Toute autre cession à un cessionnaire n'ayant déjà la qualité d'associé et quel que soit son degré de parenté avec le cédant ne peut être réalisée à titre onéreux ou à titre gratuit, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

Dans le cas où l'agrément des associés est requis et lorsque la société comporte plus d'un associé, le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés par lettre recommandée avec accusé de réception ou par acte extrajudiciaire. Dans les huit jours à compter de la notification qui lui a été faite en application de ce qui précède, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet ou consulter les associés, par écrit, sur ce projet. Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications, le consentement à la cession est réputé acquis.

Si la société refuse de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans les trois mois de la notification du refus, par lettre recommandée avec accusé de réception, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil - les frais d'expertise étant à la charge de la société - ou fixé par accord unanime des associés.

En cas d'expertise dans les conditions définies à l'article 1843-4 du Code civil, le cédant peut renoncer à son projet de cession à défaut d'accord sur le prix fixé par l'expert.

À la demande de la gérance, ce délai de trois mois peut être prolongé par décision de justice, sans que cette prolongation puisse excéder six mois.

La société peut également, avec le consentement du cédant, décider, dans le même délai, de réduire son capital du montant de la valeur nominale desdites parts et de racheter ces parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus. Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans peut, sur justification, être accordé à la société par décision de justice. Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

Si, à l'expiration du délai imparti, la société n'a pas racheté ou fait racheter les parts, l'associé peut réaliser la cession initialement prévue.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à tous les cas de cessions, alors même qu'elles auraient lieu par adjudication publique, en vertu d'une décision de justice ou autrement, ou par voie de fusion ou d'apport, ou encore à titre d'attribution en nature à la liquidation d'une société.

III- En cas de décès d'un associé, la société continue entre les associés survivants et les héritiers en ligne directe, lesquels ne sont pas soumis à l'agrément des associés survivants.

Dans le cas où les héritiers ou ayants droit ne sont pas des héritiers en ligne directe, ceux-ci doivent, pour devenir associés, être agréés par la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, dans les conditions fixées pour l'agrément d'un tiers non encore associé.

Lesdits héritiers et ayants droit, pour exercer les droits attachés aux parts sociales de l'associé décédé, ou pour permettre la consultation des associés sur leur agrément, s'ils ne sont pas héritiers en ligne directe, doivent justifier de leurs qualités héréditaires par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou d'un extrait d'intitulé d'inventaire, sans préjudice du droit, pour la gérance, de requérir de tout notaire la délivrance d'expéditions ou d'extraits de tous actes établissant lesdites qualités.

Dans le cas où des héritiers ou ayants droit ne sont pas des héritiers en ligne directe, la gérance adresse à chacun des associés survivants, dans les huit jours qui suivent la production ou la délivrance des pièces précitées, une lettre recommandée avec accusé de réception, lui faisant part du décès, mentionnant les qualités des héritiers et ayants droit de l'associé décédé et le nombre de parts concernées, et lui demandant de se prononcer sur l'agrément desdits héritiers et ayants droit.

La gérance peut également consulter les associés lors d'une assemblée générale extraordinaire qui devra être convoquée dans le même délai de huit jours que celui prévu ci-dessus.

La décision prise par les associés n'a pas à être motivée. Elle est notifiée aux héritiers et ayants droit dans le délai de trois mois à compter de la production ou de la délivrance des pièces héréditaires. A défaut de notification dans ledit délai, le consentement à la transmission des parts est acquis.

Si les héritiers ou ayants droit ne sont pas agréés, les associés survivants sont tenus de racheter ou de faire racheter leurs parts dans les conditions prévues ci-dessus pour les transmissions entre vifs, la valeur desdites parts étant déterminée, au jour du décès, conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

Tant qu'il n'aura pas été procédé entre les héritiers, ayants droit et conjoint ou partenaire pacsé au partage des parts dépendant de la succession de l'associé décédé, et éventuellement de la communauté de biens ayant existé entre cet associé et son conjoint ou son partenaire pacsé, les droits attachés auxdites parts seront valablement exercés par l'un des indivisaires, ainsi qu'il est indiqué sous l'article « Indivisibilité des parts sociales » des présents statuts.

IV- En cas de liquidation par suite de décès, divorce, séparation de corps, séparation judiciaire de biens ou changement de régime matrimonial, de la communauté légale ou conventionnelle de biens ayant existé entre une personne associée et son conjoint, l'attribution de parts communes à l'époux ou ex-époux qui ne possédait pas la qualité d'associé, est soumise au consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, dans les mêmes conditions que celles prévues pour l'agrément d'un tiers non encore associé.

V- En cas de résiliation d'un PACS soumis au régime de l'indivision (d'un commun accord par les deux partenaires ou unilatéralement), la liquidation des parts indivises sera effectuée conformément aux règles applicables au partage (application de l'article 832 du Code civil par renvoi de l'article 515-6 du même code), avec possibilité d'attribution préférentielle des parts sociales à l'autre partenaire, moyennant le paiement d'une soulte.

A défaut d'accord amiable, la demande d'attribution préférentielle sera portée devant le juge compétent qui, si chaque partenaire réclame l'attribution du même bien, statuera en tenant compte des aptitudes de chacun à gérer l'entreprise et à s'y maintenir et de la durée de leur participation personnelle à l'activité de l'entreprise.

ARTICLE 14 - REVENDICATION DU CONJOINT COMMUN EN BIENS - APPLICATION DES DISPOSITIONS CONCERNANT LES ASSOCIES LIES PAR UN PACS

En cas d'apport de biens communs ou d'acquisition de parts au moyen de fonds communs, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur peut revendiquer la qualité d'associé à concurrence de la moitié des parts souscrites ou acquises.

A cet effet, il doit être informé de cet apport ou de cette acquisition ; justification de cette information doit être donnée dans l'acte d'apport ou d'acquisition.
L'acceptation ou l'agrément des associés vaut pour les deux époux si la revendication intervient lors de l'apport ou de l'acquisition.

Si cette revendication intervient après la réalisation de l'apport ou de l'acquisition des parts, le conjoint doit être agréé dans les conditions prévues à l'article 13 ci-dessus pour les cessions à des personnes étrangères à la société, l'associé époux de ce conjoint étant exclu du vote et ses parts n'étant pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

En cas d'apport de biens indivis ou d'acquisition de parts par un tiers souscripteur lié par un PACS, l'acte d'apport ou d'acquisition devra mentionner les dispositions retenues dans le cadre de l'article 515-5 du Code civil.

Le (la) partenaire de l'apporteur ou de l'acquéreur lié par un PACS devra être agréé selon les conditions ci-avant prévues pour les cessions de parts sociales.

ARTICLE 15 - NANTISSEMENT DES PARTS SOCIALES

Le nantissement des parts est constaté par acte notarié ou sous seing privé enregistré et signifié à la société ou accepté par elle dans un acte authentique. Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts dans les conditions prévues à l'article 13 ci-dessus pour les cessions de parts à des tiers, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties, à moins que la société ne préfère, après la cession, racheter sans délai les parts, en vue de réduire son capital.

Le défaut de notification du projet de nantissement à la société, comme le refus d'agrément de celui-ci par les associés, n'empêche pas le nantissement ; mais, en cas de réalisation forcée, l'adjudicataire devra être agréé comme en cas de cession de parts.

ARTICLE 16 - DECES, INCAPACITE, INTERDICTION, FAILLITE D'UN ASSOCIE

La société n'est pas dissoute par le décès, l'incapacité, l'interdiction de gérer, la mise en règlement amiable, en redressement ou en liquidation judiciaire ou la faillite personnelle d'un associé.

TITRE QUATRE
ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 17 - NOMINATION DE LA GERANCE

La société est gérée par une ou plusieurs personnes physiques, choisies parmi les associés ou en dehors d'eux. Ils sont nommés avec ou sans limitation de durée de leur mandat ; ils sont rééligibles. La nomination des gérants en cours de vie sociale est décidée à la majorité de plus de la moitié des parts sociales, sans que la question puisse faire l'objet d'une seconde consultation à la simple majorité des votes émis.

Le gérant est révocable par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales sans que la question puisse faire l'objet d'une seconde consultation à la simple majorité des votes émis. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages-intérêts. Enfin, le gérant peut être révoqué par le président du Tribunal de Commerce, pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Les fonctions du gérant cessent par décès, interdiction, déconfiture, faillite personnelle, incompatibilité de fonctions ou révocation. Le gérant peut également démissionner de ses fonctions, mais il doit en informer par écrit chacun des associés trois mois à l'avance.

La cessation des fonctions du gérant n'entraîne pas dissolution de la société.

En cas de cessation des fonctions du gérant, pour quelque cause que ce soit, la collectivité des associés est habilitée à modifier les statuts en vue de supprimer le nom du gérant, à la majorité simple des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

En cas de vacance de la gérance, pour quelque cause que ce soit, et notamment en cas de décès, de démission, de révocation ou de placement sous tutelle du gérant unique, tout associé ou le commissaire aux comptes de la société peut convoquer l'assemblée des associés, à la seule fin de remplacer le gérant décédé dans les conditions de forme et de délai précisées par la réglementation en vigueur. Dans ce cas, le délai de convocation de l'assemblée générale est réduit de 15 à 8 jours.

ARTICLE 18 - POUVOIRS DE LA GERANCE

Dans les rapports avec les tiers, le gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés. La société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

En cas de pluralité de gérants, ceux-ci détiennent séparément les pouvoirs ci-dessus. L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Dans leurs rapports entre eux et entre associés et à titre de mesure d'ordre intérieur, les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément - sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue - pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société.

ARTICLE 19 - REMUNERATION

En rémunération de ses fonctions et en compensation de la responsabilité attachée à la gestion, chaque gérant a droit à un traitement fixe, proportionnel ou mixte, ainsi qu'au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement, dont le montant et les modalités de paiement sont déterminés par décision collective ordinaire des associés.

ARTICLE 20 - CONVENTIONS ENTRE LA GERANCE OU UN ASSOCIE ET LA SOCIETE

La gérance ou, s'il en existe un, le commissaire aux comptes, présente à l'assemblée générale ordinaire annuelle ou joint aux documents communiqués aux associés en cas de consultation écrite, un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants ou associés.

L'assemblée statue sur ce rapport qui doit contenir les mentions suivantes :

-l'énumération des conventions soumises à l'approbation de l'assemblée des associés,
-le nom des gérants ou associés intéressés,
-la nature et l'objet desdites conventions,
-les modalités essentielles de ces conventions, notamment l'indication des prix ou tarifs pratiqués, des ristournes et commissions consenties, des délais de paiement accordés, des intérêts stipulés, des sûretés conférées et, le cas échéant, toutes autres indications permettant aux associés d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion des conventions analysées,

-l'importance des fournitures livrées ou des prestations de services fournies, ainsi que le montant des sommes versées ou reçues au cours du dernier exercice.

Le gérant ou l'associé intéressé ne peut pas prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en comptes pour le calcul du quorum et de la majorité.

Toutefois, s'il n'existe pas de commissaire aux comptes, les conventions conclues par un gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'assemblée.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le gérant, et s'il y a lieu pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciable à la société.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales, de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux conjoint, ascendants et descendants des gérants ou associés, ainsi qu'à toute personne interposée et aux représentants légaux des personnes morales associées.

TITRE CINQ
DECISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 21 - DECISIONS COLLECTIVES

1. Associé unique

Lorsque la société ne comporte qu'une seule personne, l'associé unique exerce les pouvoirs dévolus par la loi à la collectivité des associés. L'associé unique ne peut déléguer ses pouvoirs. Ses décisions sont répertoriées dans un registre.

2. Pluralité d'associés

Sauf dans les cas où la loi ou les présents statuts imposent la tenue d'une assemblée, les décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, en assemblée, par voie de consultation écrite, ou résultent du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

Les associés sont convoqués aux assemblées par la gérance, ou à défaut, par le commissaire aux comptes, s'il en existe un, ou encore à défaut, par un mandataire désigné en justice à la demande de tout associé.

Les assemblées sont réunies au siège social ou en tout lieu du département choisi par la gérance indiqué par la convocation. La convocation est faite par lettre recommandée adressée à chacun des associés, quinze jours au moins avant la date de la réunion. Celle-ci indique l'ordre du jour.

L'assemblée est présidée par le gérant ou par l'un des gérants. Si aucun des gérants n'est associé, elle est présidée par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts. Si deux associés qui possèdent ou représentent le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

La délibération est constatée par un procès-verbal qui indique la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualité du président, les noms et prénoms des associés présents ou représentés avec l'indication du nombre de parts sociales détenues par chacun, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes. Les procès-verbaux sont établis et signés par les gérants et, le cas échéant, par le président de séance.

Les procès-verbaux sont établis sur un registre spécial tenu au siège social et coté et paraphé soit par un juge du Tribunal de Commerce, soit par un juge du Tribunal d'Instance, soit par le maire de la commune du siège social ou un adjoint au maire, dans la forme ordinaire et sans frais. Toutefois, les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles, numérotées sans discontinuité, paraphées dans les conditions ci-dessus et revêtues du sceau de l'autorité qui les a paraphées. Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou interversion de feuilles est interdite.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par un seul gérant. Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement effectuée par le seul liquidateur.

En cas de consultation écrite, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun d'eux par lettre recommandée avec accusé de réception. Les associés disposent d'un délai minimal de quinze jours, à compter de la date de réception des projets de résolutions, pour émettre leur vote par écrit.

La réponse est faite par lettre recommandée avec accusé de réception. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

La consultation est mentionnée dans un procès-verbal, auquel est annexée la réponse de chaque associé.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint à moins que la société ne comprenne que les deux époux. Sauf si les associés sont au nombre de deux, un associé peut se faire représenter par un autre associé.

ARTICLE 22 - DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des associés autres que relatives à la modification des statuts.

Ces décisions sont valablement adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

ARTICLE 23 - DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires, les décisions des associés portant modification des statuts.

En ce cas, l'assemblée ne délibère valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, la moitié des parts et, sur deuxième convocation, le tiers de celles-ci. À défaut de ce quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée. Dans l'un ou l'autre cas, les modifications sont décidées à la majorité des deux tiers des parts détenues par les associés présents ou représentés.

Toutefois :
-le changement de nationalité de la société, l'augmentation des engagements des associés, ou la transformation de la société en société en nom collectif, en commandite simple ou par actions, ou en société par actions simplifiée ne peuvent être décidés qu'à l'unanimité,
-sous réserve que les capitaux propres figurant au dernier bilan excédent 750.000 €, la transformation en société anonyme est décidée par des associés représentant la majorité des parts sociales,
-l'augmentation de capital par incorporation de réserves ou de bénéfices est décidée par des associés représentant au moins la moitié des parts sociales,
-l'agrément à donner en application des articles 13, 14 et 15 des présents statuts doit être donné par la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

ARTICLE 24 - DROIT DE COMMUNICATION, D'INFORMATION ET DE CONTROLE DES ASSOCIES

Lors de toute consultation des associés, chacun d'eux a le droit d'obtenir communication des documents et informations nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion de la société. La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi.

Tout associé a le droit à toute époque, de prendre par lui-même et au siège social connaissance des documents suivants : bilans, comptes de résultat, annexes, inventaires, rapports soumis aux assemblées et procès-verbaux de ces assemblées concernant les trois derniers exercices. Sauf en ce qui concerne l'inventaire, le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie. À cette fin, il peut se faire assister d'un expert inscrit sur une des listes établies par les cours et tribunaux.

TITRE SIX
CONTROLE DE LA SOCIETE

ARTICLE 25 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

La nomination d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements, dans le cadre d'un audit légal classique ou de l'audit légal réservé aux petites entreprises. Elle est facultative dans les autres cas.
En dehors des cas prévus par la loi, la nomination d'un commissaire aux comptes peut être décidée par décision ordinaire des associés. Elle peut aussi être obtenue, sur demande motivée auprès de la société, par un ou plusieurs associés représentant au moins le tiers du capital (audit légal « Petites entreprises »), ou encore être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital (audit légal « classique »).

Le commissaire aux comptes exerce ses fonctions dans les conditions prévues par la loi.

TITRE SEPT
COMPTES SOCIAUX - AFFECTATION DES RESULTATS

ARTICLE 26 - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

À la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire, les comptes annuels et établit un rapport de gestion écrit. Ces documents ainsi que le texte des résolutions proposées et, le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée. Pendant le délai de quinze jours qui précède l'assemblée, l'inventaire est tenu, au siège social, à la disposition des associés qui ne peuvent en prendre copie. À compter de cette communication, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le gérant sera tenu de répondre au cours de l'assemblée.

Une assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé doit être réunie chaque année dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice.

ARTICLE 27 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Le compte de résultat, qui récapitule les produits et les charges de l'exercice, fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, un prélèvement d'un vingtième au moins est affecté au fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue en dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire. Sur ce bénéfice, l'assemblée générale peut prélever toute somme qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est attribué aux associés sous forme de dividendes.

La part de chaque associé dans les bénéfices est proportionnelle à sa quotité dans le capital social, et la part de l'associé qui n'a apporté que son industrie est égale à celle de l'associé qui a le moins apporté.

En outre, l'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La perte de l'exercice, s'il en existe, est inscrite au report à nouveau pour être imputée sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à agrément complet.

TITRE HUIT
DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 28 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés à responsabilité limitée et, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'assemblée générale doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si l'assemblée n'a pu délibérer valablement.

ARTICLE 29 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La société est dissoute à l'arrivée du terme (à défaut de prorogation), en cas de réalisation ou d'extinction de son objet, par décision judiciaire pour justes motifs.

La dissolution anticipée peut être décidée à tout moment par décision collective extraordinaire des associés.

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit.

La personnalité morale de la société subsiste, pour les besoins de la liquidation, jusqu'à la clôture de celle-ci. La dissolution de la société ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au Registre du Commerce et des Sociétés. La mention « Société en liquidation », ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société.

Les fonctions de la gérance prennent fin par la dissolution de la société. La collectivité des associés conserve ses pouvoirs et règle le mode de liquidation ; elle nomme un ou plusieurs liquidateurs, choisis parmi ou en dehors des associés, et détermine leurs pouvoirs. La liquidation est effectuée conformément à la loi.

Après remboursement du montant des parts sociales, le boni de liquidation est réparti entre les associés, au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

En cas de réunion de toutes les parts en une seule main, la dissolution pouvant, le cas échéant, en résulter entraîne la transmission universelle du patrimoine, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

TITRE NEUF
DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 30 - CONTESTATIONS

En cas de pluralité d'associés, toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation entre les associés ou entre la société et les associés, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises aux tribunaux compétents.

(Statuts modifiés en date du 19 octobre 2020)